



Décembre 2015

CANILLITA

DANS CE NUMERO

QUI EST-CE MAURICIO MACRI ?

Le 10 décembre dernier assume la présidence de la République Argentine M. Mauricio Macri, un ingénieur issu d'une famille d'affaires liées à la dictature civile- militaire de 1976-1983. La famille Macri s'est enrichie avec sa société (SOCMA) en passant des multiples contrats pour la junte militaire pendant le terrorisme d'état appelée, *Processus de réorganisation national*.

La dictature laisse un solde de 30.000 personnes disparues, des milliers d'exilés politiques, des centaines d'enfants appropriés, une guerre, un pays surendetté et dévasté à l'image d'autres pays de l'Amérique du Sud.

En 1982, la Banque centrale de la Nation dirigé par Domingo Felipe Cavallo, a décidé de nationaliser la dette privée des entreprises qui avaient collaboré avec le gouvernement de facto, y compris celles liées à la SOCMA, Brides, Gregorio Perez Companc, Bulgheroni, Renault Argentine, Grupo Clarín, Diario La Nación, entre autres.

Selon sa déclaration présentée en septembre dernier devant le Bureau anti-corruption, Mauricio Macri déclare ses biens, ressources et placements atteignent les 53 millions de dollars. La plupart de ses ressources sont placées dans des comptes à l'étranger, principalement dans des dépôts en dollars américains, dont le montant atteint 10 millions aux USA et 7,6 millions en Suisse.

UN PRESIDENTE INCULPÉ

Le leader du PRO, parti républicain, est le premier candidat qui arrive au pouvoir en étant inculpé par la justice. Il est poursuivi pour des activités illicites liées au proxénétisme et pour abus des bien sociaux.

Président du club de football Boca Juniors, entre 1995 et 2003, il gagne en popularité au cours de sa gestion. Il se détache du mandat familial suite à la notoriété qui lui procure son enlèvement et opère sa reconversion professionnelle pour devenir homme politique.

Macri arrive à la tête de la Ville de Buenos Aires en 2007 et 2011 comme leader du PRO avec l'aide de la fondation *Creer y Crecer* (croire et devenir), des ONG's, du cercle rouge (milieu d'hommes d'affaires influents, hommes politiques de droite, et le monopole médiatique, du Grupo Clarín). Il monte ainsi en puissance et se présente en 2015 comme le candidat à la présidentielle pour l'Alliance *Cambiamos* (changeons), afin de faire barrage au *Frente para la Victoria* (Front de Gauche argentin).

Macri est le défenseur du libre marché, de la réduction de la dépense publique, de l'absence de régulation étatique de l'économie, de l'austérité budgétaire, de l'endettement avec des créanciers internationaux et un rétracteur des programmes sociaux.



Gouverner par DNU

A seulement soixante-douze heures de gestion, le président de droite Mauricio Macri a signé 29 Décrets de Nécessité et Urgence (DNU).

N° de page 2



Fin de la Loi des Médias 26.522

Manifestations dans tout le pays en défense de la loi contre la concentration des médias, *Ley de Medios*, mise en place en 2009.

N° de page 3

GOUVERNER PAR DNU

Dans toute l'histoire argentine aucun gouvernement élu par le suffrage universel a gouverné par décret de nécessité d'urgence (DNU).

Tout commence après les élections, le président élu décide d'outrepasser le protocole prévu par la Constitution concernant la passation du pouvoir par le président sortant. Macri saisi un juge et laisse le pays pendant douze heures avec un président intérim, évitant ainsi la cérémonie avec Cristina Fernández de Kirchner.

Après cette épisode inédit, durant les premières 72 heures de son investiture il signe 29 décrets d'urgence et commence son mandat sans Congrès pour une durée de 100 jours. L'état gouverne donc sur la base des décisions du Pouvoir Exécutif, à travers les DNU que le président signe.

Face à la difficulté d'appliquer rapidement le tournant libérale de sa politique avec la minorité dans les deux chambres du Parlement, Macri a délibérément suspendu par décret les sessions extraordinaires du Congrès, pour mettre en place des mesures qui auraient été largement débattues par l'opposition.



Quels DNU il a signé ?

Parmi les premiers DNU figurent le changement et transfert des compétences de plusieurs ministères et la création des nouveaux, qui absorbent les fonctions des ministères existants. D'autres décrets concernent les modifications liés à son cabinet présidentiel.

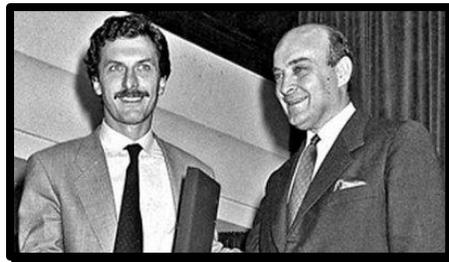
Les décrets les plus controversés sont, le décret qui désigne deux juges à la Cour Suprême et celui qui ordonne la fin des rétentions pour les productions régionales. La mesure concerne les grands producteurs du monde agricole (blé, maïs, sorgho, l'orge , la viande, le lait, le poisson, etc.), sauf le soja, dont la charge est réduite à 30 %, puis de 5 points par année jusqu'à ce qu'il atteigne zéro.

Autre décret inquiétant du nouveau président concerne l'Autorité fédérale des services de communication audiovisuelle (AFSCA) et de l'Autorité fédérale de technologie de l'information et des communications (AFTIC) qui cessent d'appartenir à l'orbite de la Présidence de la Nation et sont sous la tutelle de nouveau ministère des Communications, annulant la Loi des Médias 26.522.

Le décret qui a provoqué déjà la colère des enseignants fixe le financement de l'éducation par DNU, passant du 6 à 3% du PIB, annulant plusieurs lois adoptées à l'unanimité au Congrès et rétablit ainsi les normes du gouvernement de l'ex-président libéral Carlos Menem.

Le DNU qui préoccupe la Magistrature est celui qui suspend le Code de Procédure Pénal, car il compte le réformer avec ses collaborateurs, sans passer par le Congrès.

A ce jour, on décompte 257 décrets signés en vingt jours de mandat.



Mauricio Macri y su esposa Juliana Awada, junto al profugo de la Justicia y dueño del prostíbulo "Shampoo" Gabriel Conde, en el prostíbulo "Mix" de Cancún, propiedad de Martins

MEDIAS

LA FIN DE LA LOI DES MEDIAS

Macri a décrété l'intervention de l'organisme et l'agence de surveillance des médias AFSCA et l'AFTIC, annulant la Loi des Médias 26.522 qui visait à empêcher la concentration des moyens d'information, notamment du Groupe Clarín et La Nación. Cette loi avait mis fin à la lourde législation imposée par la dernière dictature et avait permis la démocratisation des médias.

En mars dernier, le ministère de la justice avait fait part de son intention d'ouvrir une enquête envers Hector Magnetto (PDG Clarín) et Bartolomé Luis Mitre (PDG La Nación), quant à l'appropriation présumée de l'usine Papel Prensa pendant la dictature.

EN BREF

REMISE EN LIBERTE DES GENOCIDES

Le changement idéologique du nouveau gouvernement se fait ressentir en matière des DD.HH. Certains tribunaux ont libérés plusieurs génocides condamnés pour Crimes contre l'Humanité. Fin de la détention provisoire pour cinq policiers dans la province de La Pampa, et une remise de peine pour trois autres à Entre Ríos.

MACRI ATTAQUE LE VENEZUELA

Lors de son premier Sommet MECOSUR, Macri a réitéré ses menaces contre la République Bolivarienne du Venezuela, en dépit des multiples manifestations de soutien de la part des mouvements sociaux et partis de gauche argentins. La chancelière vénézuélienne a condamné ses déclarations d'ingérence, puis elle a souligné que son pays est un état de droit.

LUTTE CONTRE LE NARCOTRAFIC

Afin d'agir avec rapidité, Macri a signé un décret et déclare le pays en état d'urgence sécurité. Selon le président cette mesure vise à renforcer la présence de l'Etat et faire un audit sur les forces de l'ordre. En 2014, l'ex-président colombien Alvaro Uribe avait rencontré Macri pour faire un allié dans ses politiques répressives et des terres brûlées.

ECONOMIE

LA STRATEGIE

Par Ernesto Mattos, CONICET/C.A.Jauretche.

La stratégie de la nouvelle équipe économique se plie ouvertement aux exigences de l'establishment financier, rétablir des liens étroits avec les États-Unis. Prat-Gay le nouveau ministre des Finances a contacté le Secrétaire du Trésor Jacob Lew, pour discuter du plan à suivre, avant même de prendre ses fonctions et de transmettre un message pour le peuple argentin. Il a négocié la structuration d'un paquet de 15.000 à 20.000 millions de dollars. Des prêts à des banques étrangères seront recherchés, le swap avec la Chine s'élargira et les décaissements de la Banque de France seront négociés. En outre, un accord avec les multinationales d'exportation de céréales et oléagineux cherchera à obtenir l'avancement d'environ 3000 millions d'euros de la production

retenue. Ni le président, ni le ministre ont donné des détails sur le nouveau « blindage », mais les signaux montrent qu'ils suivront les exigences de la banque et les sociétés agricoles, acteurs majeurs de la nouvelle scène économique.

EMPLOI

LICENCIEMENTS MASSIFS ET AUSTERITE

Manifestations, coupure de routes et grève générale du mouvement ouvrier, retraités et fonctionnaires qui expriment leur colère face à la vague de licenciements massifs, les mesures d'austérité annoncées, une dévaluation de 30%, hausse des tarifs d'énergie, perte du pouvoir d'achat. Puis la mise en place des listes noires dans les entreprises, concernant l'affiliation syndicale et l'appartenance politique des travailleurs.

JUSTICE

GILS GARBO SUR LA CORDE RAIDE

Le nouveau cabinet de Mauricio Macri cherche à faire démissionner le Procureur Général Alejandra Gils Carbó de ses fonctions, pour réformer la loi organique des poursuites pénales. "Nous attendons que Gils Carbo se mette de côté. Il serait souhaitable. Il serait bon de faire avancer par le chemin correct, les réformes nécessaires que le gouvernement veut voir avancer", a déclaré le nouveau ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Germán Garavano à Radio America.

**L'AFFAIRE CLARA ANAHI**

Le 24 décembre dernier a été divulgué sur les réseaux sociaux que Clara Anahí, la petite-fille de Chicha Mariani, fondatrice de Grands-mères de la place de Mai, avait été trouvée. La jeune femme s'est présentée avec un test ADN prétendant être sa petite-fille. Seulement en 2014, la jeune femme avait déjà fait appel à une filiale de Grands-Mères, puis la Commission nationale pour le droit à l'identité (CONADI) a procédé à un prélèvement géré par la Banque nationale de données génétiques (BNDG). Aucune filiation correspondant avec les profils génétiques des familles avait été trouvée. La jeune femme a été notifiée en mars de cette année. Dans un communiqué les Mères de la place de Mai ont condamné cet acte et tous ceux qui cherchent à corrompre et à jeter une ombre sur leur lutte de 38 ans, pour la vérité, la mémoire et la justice.

DD.HH

LES MÈRES DE LA PLACE DE MAI CONDAMNÉES

La Fondation des Mères de la Plaza de Mayo a été condamnée à payer 33,754,413 pesos, plus les intérêts et les frais, dans un dossier engagé par la Corporation Buenos Aires Sud, pour violation de contrats de location.

